

Piment Rouge

Journal des élus communistes rennais

www.eluscommunistesrennais.org

Prix : 0,20 €



RENTRÉE 2020

Revendications pour UNE FRANCE EN COMMUN

- Hausse des salaires des "1^{ers} de corvées" !!!
- Interdiction des licenciements dans les entreprises bénéficiant d'aides publiques
- Gratuité des masques
- Tests rapides pour les symptomatiques et les cas contacts (COVID-19)
- Conditionnalité écologique des aides publiques
- objectif 0 jeune au chômage
- Plan de soutien et d'embauches dans les services publics, en priorité la santé et l'école

Infographie Claire Lemellier

► ÉCONOMIE/SOCIÉTÉ

**Crise économique et sociale :
La COVID-19 a bon dos**

P. 2

► ACTUALITÉ

**Rennes : un devoir d'exemplarité, pour
la justice sociale et l'écologie**

P. 3

► PORTRAIT

**André Métayer : « Depuis 25 ans
nous témoignons »**

P. 8



Déjà saluée pour sa gestion durant la période de confinement, la majorité municipale de Rennes applique maintenant son programme dont l'action se veut organisée et ordonnée, alliant transition écologique et transformation sociale.



Crise économique et sociale, la COVID-19 a bon dos

48 954. C'est le nombre d'emplois menacés de suppression suite à l'annonce de 326 Plans de Sauvegarde de l'Emploi entre le 1er mars et le 16 août. Malgré le «Plan de relance» annoncé par le gouvernement le pays s'apprête à affronter une hausse du chômage sans précédent.

Il aura fallu une pandémie mondiale pour que le gouvernement se décide à intervenir directement dans l'économie. Plus personne ne semble désormais défendre le libéralisme économique et son incapacité à répondre aux enjeux sanitaires, de sécurisation sociale et économique, aux enjeux écologiques. L'intervention de l'État et la maîtrise publique sont inévitables et même le président Macron et son gouvernement sont obligés de l'admettre en engageant un plan de relance d'une ampleur absolument inenvisageable pour eux il y a encore moins d'un an. Même la privatisation d'Aéroport de Paris est désormais exclue et au contraire la réouverture de lignes de chemins de fer est annoncée comme Paris/Nice ou Paris/Tarbes.

Pour autant, force est de constater que cette action de l'État derrière ses apparences d'engagement pour l'intérêt général cache avec peine la multiplication des cadeaux au patronat au détriment des salariés et de la transition écologique. Ce sont les mêmes recettes dépassées du libéralisme que l'on nous ressort : des aides et des baisses d'impôts sans condition pour les entreprises, sans qu'aucun contrôle de l'utilisation de cet argent public ne soit mis en place et sans que rien n'empêche

ces entreprises de délocaliser leurs productions à l'étranger. Ainsi, le Prêt Garanti par l'État à hauteur de 90% proposé à l'enseigne Conforama ne l'a pas empêchée de maintenir son plan social, faisant craindre le licenciement de 1 900 des 9 000 salariés de l'enseigne. Un véritable gâchis d'autant plus que l'endettement de la France qui peut être un moyen d'investir utilement pour l'avenir revient dans ce cadre à faire payer la note aux ménages, aux jeunes et aux générations futures

DES DIVIDENDES RECORDS EN 2019

C'est d'ailleurs devant un parterre de grands patrons tout sourires aux universités d'été du Medef que le Premier ministre Jean Castex a annoncé la baisse de 20 milliards d'euros des impôts de production sur deux ans dans le cadre de ce fameux plan de relance. Ces cadeaux fiscaux n'ont pas empêché les dirigeants d'entreprises de consacrer une partie de leurs échanges à réclamer un allongement de la durée du temps de travail ou une diminution globale des salaires. Après tout, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un nouveau record de 1 430 milliards de dollars en 2019.



infographie Bertrand Ducoud - Alcarante

PENSER LE MONDE D'APRÈS

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, le plus important de ces impôts de production, se verra ainsi réduite de moitié, pour la part de l'impôt qui revient aux régions. Taxe foncière et cotisation foncière se verront aussi considérablement réduites et elles aussi ont pour point commun d'être collectées par les collectivités.

Alors oui, le gouvernement a bien assuré que leurs pertes seraient compensées, mais notamment depuis la mise en place du plafonnement à 1,2% de la hausse des

dépenses des collectivités, ces dernières savent qu'il ne faut pas trop en attendre de sa part.

Ce qu'il faut envisager c'est de répondre aux besoins urgents en posant les fondations du système d'après, sans quoi le monde d'après ressemblera furieuse-

ment au monde d'avant, en pire. Un choc de l'offre dépourvu d'un choc de la demande est voué à l'échec. À l'inverse un fonds stratégique dédié à la relance industrielle, écologique, sanitaire et sociale permettrait de combiner planification et urgences immédiates. Les

carnets de commandes ne se rempliront pas tous seuls et les TPE/PME très fragilisées par la crise en ont terriblement besoin. Un parcours de sécurisation de l'emploi et de la formation atténuerait les risques de tomber dans la précarité pour l'ensemble des privés d'emploi.

Les promesses n'engagent que ceux qui les tiennent

CICE : 100 milliards d'euros

Promesse 1 million d'emplois, soit 100 000 euros l'emploi

Réalité entre 10 000 et 100 000 emplois créés, soit entre 10 millions et 1 million d'euros l'emploi

Plan de relance : 100 milliards d'euros

Promesse 160 millions d'emplois, soit 625 euros l'emploi

Réalité déjà 49 000 emplois menacés de suppression

Technicolor rend malade ses salariés

L'annonce est tombée au début du mois de juillet : Technicolor, spécialiste français des technologies de l'image, annonçait un plan social concernant 40% des emplois de son site de Cesson-Sévigné. Sur les 283 salariés, 110 se retrouvent ainsi sur la sellette. La mobilisation des salariés ne faiblit pas pour réclamer une intervention de l'État.

C'est en vue de délocaliser une partie de ses activités en Inde que ce

plan social a été enclenché. L'information aura fait quelques heureux,

l'action de l'entreprise a bondi juste après cette annonce. En difficultés financières pendant la crise, la société Technicolor avait pourtant bénéficié d'un financement de la part de la Banque Publique d'Investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros, qui ont complété les aides dont l'entreprise

a bénéficié via le Crédit Impôt Recherche depuis plusieurs années.

Dans un communiqué transmis à l'AFP début juillet, l'intersyndicale et les élus du CSE dénoncent : «Après avoir demandé des réductions de rémunération pendant le confinement, la direction de Technicolor surenchérit : 110 postes sur

un effectif de 283 sont aujourd'hui visés par un plan de licenciement annoncé le 2 juillet !»

Les salariés précisent aussi : «Malgré un marché mondial en décroissance, le centre rennais génère du profit avec des produits de haute technologie, en étant notamment le leader sur le

marché des décodeurs Android TV ou encore un acteur clef des box internet pour le câble ».

Avec une moyenne d'âge de 50 ans pour les salariés de Cesson-Sévigné, l'annonce de ce plan social leur fait craindre une plongée dans les eaux troubles de la précarité.

Rennes : Un devoir d'exemplarité, pour la justice sociale et l'écologie

La crise sanitaire a montré l'importance capitale des collectivités locales dans leurs actions au plus proche des habitants. Déjà saluée pour sa gestion durant la période de confinement, la majorité municipale de Rennes applique maintenant son programme dont l'action se veut organisée et ordonnée, alliant transition écologique et transformation sociale. Il se veut exemplaire, rien de moins.



► « 30 000 arbres seront plantés d'ici la fin du mandat. »

et les espaces végétalisés se multiplieront dans les zones encore trop minérales. Parallèlement, la ville deviendra un territoire «Zéro pesticide de synthèse» pour continuer d'améliorer la qualité de l'air que nous y respirons et préserver la biodiversité.

SOLIDARITÉ

La pandémie a mis en lumière les inégalités déjà flagrantes qui traversent notre société. Renforcer les actions de solidarité auprès des plus fragiles est primordial et c'est le sens du « Programme de sortie de la pauvreté » qui verra le jour durant ce mandat, à destination première des enfants et des familles monoparentales. Ce plan sera en outre complété par un renforcement des gratuités sociales et des tarifications solidaires (STAR, eau, cantine et ateliers périscolaires, bibliothèques,...) en plus d'une délivrance automatique de la carte Sortir ! à celles et ceux qui y sont éligibles. Sur ces mêmes enjeux de solidarité, un centre d'hébergement d'urgence de 100 places ouvrira ses portes pour proposer un toit au maximum de personnes qui n'en ont pas et prioritairement aux familles avec enfants.

soins de proximité. Pour nos aînés, premières victimes de la crise du virus, des «maisons de retraite à domicile» seront expérimentées en plus du développement des conciergeries de quartiers. Inscrites au programme avant le début de l'épidémie, ces mesures permettront aux personnes âgées qui le souhaitent de vivre plus longtemps à leur domicile et dans de meilleures conditions.

ÉCOLOGIE

La lutte contre le réchauffement climatique ne peut plus attendre et l'un des outils privilégiés est l'augmentation de la place de la nature en ville. Afin d'améliorer la qualité de l'air et multiplier les îlots de fraîcheur sur le territoire rennais, 30 000 arbres seront plantés dans la ville durant le mandat



► « L'entrée en service de la ligne B du métro est prévue pour 2021. »

MOBILITÉ

Rennes métropole continue d'investir massivement dans ses transports en commun pour offrir des alternatives à la voiture individuelle par exemple via la mise en service de la ligne B du métro ou par la création des 5 lignes de Trambus au-delà de la rocade. Ces investissements font d'autant plus sens qu'ils sont couplés d'un renforcement de la tarification solidaire. La baisse des coûts d'abonnements (-25%) pour les moins de 26 ans et la gratuité des transports pour les moins de 12 ans seront également appliquées d'ici la fin de l'année.

SANTÉ

En parallèle de la modernisation de l'hôpital public, dont les investissements s'élèvent à 585 millions d'euros, Rennes développera les centres de santé dans les quartiers pour renforcer l'accès à une offre de



► « 585 millions d'euros seront investis pour moderniser le CHU. »



► « Un programme de sortie de la pauvreté verra le jour. »

ÉDITORIAL



Photo Dimitri Roumagne

Yannick Nadesan

Adjoint à la Maire

Président
du groupe communiste

En cette rentrée particulière, nos espoirs, nos envies de profiter de la vie sont contraints par ce virus avec lequel il faudra malheureusement coexister pour des semaines et sans doute des mois.

Face à lui, l'État semble compter essentiellement sur les comportements individuels et en dernier recours, les restrictions de liberté. Les masques et les gestes barrières sont certes notre 1^{ère} ligne de défense face à la Covid-19, s'en remettre à eux seuls n'en demeure pas moins insuffisant.

L'absence d'une stratégie de dépistage dotée de moyens suffisants pour que les personnes présentant des symptômes et les cas contact puissent être testés, et au besoin isolés, très rapidement, témoigne ainsi des faiblesses de l'État contre le virus.

Derrière la crise sanitaire grossit la crise économique et sociale. Elle devrait nous inviter à combiner réponses fortes aux urgences et changement de système pour une économie qui protège les humains, nos ressources naturelles et le climat plutôt que la poignée d'ultra riches qui détiennent le capital.

Évidence ?

Pas celle du Medef qui prône l'augmentation du temps de travail, pas celle du président Macron et de son gouvernement qui veulent refaire passer la réforme qui vise l'allongement de l'âge de départ à la retraite. Le tout alors que le chômage est fortement à la hausse, en premier lieu pour les plus jeunes et les plus âgés !

À Rennes et dans la métropole, nous donnerons à notre engagement une nouvelle dimension avec les chantiers de la transformation sociale et écologique que nous avons proposés lors des élections municipales et que les Rennaises et les Rennais ont choisi de voir se mettre en œuvre en votant pour notre liste conduite par Nathalie Appéré.

Le plan de rebond économique et social métropolitain que nous annoncerons en octobre participera de la réorientation écologique et sociale que nous souhaitons. Les communistes insistent pour qu'il soit indissociable de l'engagement des acteurs économiques locaux pour la sécurisation de l'emploi avec des CDI et de dispositifs particuliers pour les jeunes qui sont parmi les premiers touchés par la pauvreté, voient leurs conditions d'études et d'entrée dans la vie active fortement dégradées.

La solidité d'une société se mesure à l'attention qu'elle porte à chacun, en particulier aux plus fragiles. En ces temps tourmentés, le chacun pour soi et le capitalisme démontrent à quel point ils sont dangereux pour l'avenir de la planète et de l'humanité.

Il est temps de changer de système.

Gratuité des musées et des bibliothèques

Durant l'été et suite à leurs réouvertures post-confinement, la gratuité a été instaurée pour les musées et les bibliothèques de Rennes et de Rennes métropole, afin d'inciter le plus grand nombre à redécouvrir leurs offres culturelles respectives et relancer l'activité de ces lieux après le confinement. Mise en œuvre de façon exceptionnelle suite au contexte sanitaire, la majorité municipale et métropolitaine a décidé de pérenniser cette mesure à partir du mois de septembre.

« C'est un signal fort que nous envoyons aux Rennaises et aux Rennais en rendant gratuit l'accès à nos musées et à nos bibliothèques », précise Claire Lemeilleur, conseillère municipale déléguée au Patrimoine. « Il n'est pas anodin d'ouvrir en grand les portes de nos équipements cultu-

rels, quelques mois après la période de confinement que nous avons vécue ». Inscrite dans le programme de la majorité cette mesure de gratuité vise à simplifier le parcours des visiteurs tout en donnant envie aux habitantes et aux habitants de s'approprier les œuvres culturelles rennaises. L'élue communiste pour-



► « Une mesure qui anticipe la gratuité de l'ensemble des musées rennais. »

suit : « Ces établissements font partie intégrante de notre patrimoine culturel, par la valorisation et la préservation d'œuvres artistiques ou par la mise à disposition d'un réseau de lecture publique de proximité. » Favoriser l'accès à la culture et aux œuvres artistiques est au cœur des politiques culturelles de la municipalité, et de ses valeurs d'émancipations personnelles.

La CPAM de Kennedy rouvre ses portes

Yannick Nadesan, adjoint à la Maire délégué à la Santé et au vieillissement, a pris la parole lors du conseil du 10 juillet pour demander le maintien de l'antenne de la CPAM à Villejean. Un enjeu d'autant plus important que ses habitantes et ses habitants demandent un renforcement de la présence des services publics de proximité.

C'est d'abord pour répondre à une demande des habitants du quartier que Yannick Nadesan, Président du groupe communiste, s'est exprimé sur la

fermeture de l'antenne de la CPAM : « Avec les habitants du quartier mobilisés qui font signer une pétition, avec vous, Madame la Maire qui vous êtes prononcée clairement il y a quelques semaines, nous considérons que celle-ci doit rouvrir. Je m'adresse donc à Madame la Directrice de la CPAM pour lui demander de se prononcer rapidement en faveur du principe du maintien durable de cette antenne sur la dalle Kennedy. »

Considérant la présence et la visibilité de services publics comme un levier de la lutte contre la délinquance, Yannick Nadesan lui a demandé de « participer à une rencontre avec nous et Espacil Habitat, pour réflé-



► « L'antenne de Kennedy rouvrira ses portes. »

chir ensemble aux conditions pratiques pour une réouverture dès cet automne au plus tard. C'est un enjeu de proximité du service public, d'accès aux droits à la santé, d'aménagement, et à ce titre, de sécurité. »

À l'issue de cette interpellation, la directrice de

la CPAM d'Ille et Vilaine a annoncé que l'antenne de Kennedy rouvrira ses portes après l'été. Une victoire pour toutes celles et ceux qui se sont mobilisés avant l'été, qui doit s'accompagner d'une vigilance sur les modalités pratiques et la pérennité de la réouverture.

DANS NOS QUARTIERS

Une nouvelle école à Maurepas



► « 14 nouvelles classes ouvriront à Rochester. »

Pour répondre à la hausse régulière du nombre d'élèves inscrits dans notre ville, 15 millions d'euros sont investis pour réaliser un nouveau groupe scolaire à Rochester en plein cœur de Maurepas. 14 nouvelles classes ouvriront, 6 en maternelle et 8 en élémentaire. La livraison de cette nouvelle école est prévue pour la rentrée 2023.

Un effort particulier est aussi porté sur la réduction de l'impact carbone du bâtiment pour atteindre la sobriété énergétique, anticipant ainsi la future réglementation environnementale RE2020.

Une rentrée scolaire dans un contexte inédit



► « Chaque année, les effectifs augmentent dans les écoles rennaises. »

Au 1^{er} septembre, ce sont 14 500 élèves qui ont été accueillis dans les 83 écoles publiques maternelles et élémentaires de la Ville de Rennes, soit environ 300 de plus que lors de la rentrée précédente. Malgré le contexte sanitaire inédit, les temps périscolaires ont retrouvé leurs horaires habituels, les 26 centres de loisirs ont rouvert leurs portes et la restauration scolaire a retrouvé son fonctionnement normal, avec des repas chauds servis dans les cantines.

Rentrée des crèches : Place aux tout-petits !

Pour assurer un accueil des jeunes enfants dans les meilleures conditions possibles, les professionnels de la Petite Enfance sont tous mobilisés afin que la rentrée se passe au mieux dans les crèches et que les parents puissent confier leurs enfants en toute confiance.

Arnaud Stephan, Conseiller municipal délégué à la Petite Enfance, veut saluer l'engagement des professionnels mobilisés pour l'accueil des jeunes enfants durant la crise : « Pendant le confinement, une grande majorité des 500 professionnels qui font vivre le service s'est portée volontaire pour intervenir dans les 4 crèches maintenues ouvertes.

L'engagement des per-

sonnels de la Petite Enfance se manifeste à nouveau en cette rentrée, pour assurer un fonctionnement normal des crèches municipales malgré la crise sanitaire. Lors de la pré-rentrée des élus de la Majorité, Arnaud Stephan a sollicité Nathalie Appéré pour que leur soient distribués des masques transparents afin de continuer à favoriser le lien humain, l'apprentissage des expressions



► « De nouvelles crèches seront construites d'ici 2024. »

et du langage chez des plus petits. Une expérimentation menée dans 2 crèches : Marion du Faouët et Marie Curie avant un déploiement. Un renfort de personnel est

également demandé pour assurer une hygiène renforcée des locaux et du matériel.

Les commissions d'attribution se sont faites plus fréquentes, pour s'adapter au

rythme des structures d'accueil. Cet été, ces instances se sont réunies pour proposer des places nouvellement vacantes aux familles assurant ainsi un effectif complet au sein des crèches municipales.

Par ailleurs, la Ville de Rennes a œuvré ces derniers mois pour permettre la reprise de l'ancienne crèche départementale Beauregard par une association, afin de maintenir l'offre existante. Elle permet également à plusieurs établissements associatifs d'augmenter leur capacité d'accueil.

Le développement de l'accueil occasionnel et des

places d'urgence permet de mieux répondre à certaines situations familiales. D'autre part, les services de L'Étoile - Centre d'information Petite Enfance géré en partenariat avec la CAF, évoluent pour permettre un meilleur accueil des familles, par les instructrices et animatrices du Relais Assistantes Maternelles, une simplification du parcours des parents allant vers une dématérialisation des prises de rendez-vous et des inscriptions. Enfin plusieurs nouvelles structures d'accueil seront construites d'ici 2024 pour compléter l'offre d'accueil des jeunes enfants rennais.

DANS NOS QUARTIERS

La déchetterie mobile fait son retour

► « Si tu ne viens pas à la déchetterie, c'est la déchetterie qui viendra à toi. »



Moteur éteint durant le confinement, la déchetterie mobile prisée des Rennaises et des Rennais reprend du service depuis la fin de cet été. De nouvelles mesures sanitaires y sont mises en place : notamment l'instauration d'une zone tampon pour réguler les flux d'arrivants, ou l'obligation du port du masque. À noter que les animations, l'espace dons et l'aide au transport sur site sont suspendus pendant quelques semaines.

La déchetterie mobile sera dans le quartier Villejean du 21/09 au 26/09, au Blosne du 28/09 au 03/10 et dans le Centre du 07/10 au 10/10.

Un port de plaisance à Apigné



► « Les étangs d'Apigné deviendront la porte d'entrée de la navigation fluviale dans la métropole. »

Lors du conseil municipal du mois de mai, la Ville de Rennes a approuvé les termes d'une convention avec la Région Bretagne et Rennes Métropole pour étudier la faisabilité de la construction d'un port autour des étangs d'Apigné.

L'île d'Apigné deviendrait le principal point d'accueil pour les plaisanciers et une porte d'entrée pour la navigation fluviale à l'échelle de la métropole. Un pôle d'activités de loisirs sera également créé sur le site, proposant plaisance, cyclotourisme, randonnées... pour les touristes venus d'ailleurs comme pour les Rennaises et les Rennais.

VOS NOUVEAUX ÉLUS COMMUNISTES

YANNICK NADESAN

5^{ème} adjoint à la Maire délégué à la Santé et au vieillissement
Président du groupe communiste



Yannick Nadesan agira pour l'accès aux soins de toutes et tous, notamment en s'impliquant dans les projets majeurs autour de la modernisation de notre hôpital public (585 millions d'euros), l'ouverture de centres de santé dans les quartiers et le développement du service de santé à l'école.

Pour aider chacun à vivre bien chez soi le plus longtemps possible, il portera

Contact : y.nadesan@ville-rennes.fr

l'ambition municipale de développement des maisons de retraite à domicile et des conciergeries de quartier. Des enjeux majeurs qui prennent une nouvelle dimension dans le contexte de la pandémie de la Covid-19.

IRIS BOUCHONNET

16^{ème} adjointe à la Maire déléguée à la Jeunesse, à la vie étudiante et à la politique des temps
Benjamine du Conseil municipal



48% des Rennaises et Rennais ont moins de 30 ans. Iris Bouchonnet fera vivre l'engagement pour l'accessibilité aux vacances, à la culture et aux loisirs de tous les jeunes. Elle fera de la lutte contre la précarité des jeunes une priorité de son mandat.

À travers les temps de la

Contact : i.bouchonnet@ville-rennes.fr

ville et avec le dossier de la réorganisation des horaires de grandes institutions, en lien avec l'arrivée de la ligne B du métro, Iris Bouchonnet travaillera à faire de Rennes une ville à la hauteur des enjeux du XXI^{ème} siècle.

ARNAUD STEPHAN

Conseiller municipal délégué à la Petite enfance



Les élus communistes rennais ont constamment affirmé leur ambition pour la Petite enfance et le prochain mandat ne fera pas exception. La Ville continuera ainsi à augmenter ses capacités d'accueil durant les 6 prochaines années avec l'ouverture de 350 nouvelles places d'ici 2026.

Arnaud Stephan prolongera également l'engagement écologique continu de la Ville de Rennes dans ce domaine.

Contact : ar.stephan@ville-rennes.fr

CLAIRE LEMEILLEUR

Conseillère municipale déléguée au Patrimoine



Avec la transformation de l'ancienne prison Jacques Cartier en lieu culturel, la rénovation de la piscine Saint-Georges, la nouvelle promenade publique des Portes mordelaises et l'ouverture au grand public de la « cathédrale souterraine » des Gallets, le patrimoine

Contact : c.lemeilleur@ville-rennes.fr

à Rennes va prendre une nouvelle dimension. Claire Lemeilleur sera au cœur de tous ces sujets.

Elle ouvrira l'accès et la découverte du patrimoine rennais à toutes et tous.

Faciliter la mobilité des jeunes

C'est un élément clé du programme municipal : La baisse du prix des transports en commun pour les jeunes. Comme l'a rappelé Nathalie Appéré, la Présidente lors du premier conseil métropolitain, ce sera chose faite avant la fin de cette année. Les deux mesures phares qui rentreront en vigueur sont les suivantes : gratuité des transports pour les moins de 12 ans et baisse de 25% des tarifs pour les jeunes adultes de moins de 26 ans..

Depuis 1977 et l'instauration de la gratuité sociale pour les plus démunis, les communistes ont toujours veillé à ce que les transports rennais restent accessibles au plus grand

nombre. Aujourd'hui, c'est à destination de la jeunesse que d'importantes mesures sont prises. Iris Bouchonnet, adjointe déléguée à la Jeunesse souligne que « cette jeu-

nesse, déjà frappée par la précarité grandissante, est touchée de plein fouet par la crise de la Covid19. Il n'était déjà pas simple d'accéder à un premier emploi, la crise économique engendrée par la pandémie ne facilite pas les choses». Beaucoup ne possèdent pas de moyens de locomotion propres et qu'ils ou elles soient en études, en stage, au chômage ou en emploi, les transports représentent une importante part de leur budget.

Pour les familles avec

enfants les transports sont aussi un coût important selon les revenus des parents. Avec la gratuité pour les moins de 12 ans, c'est une importante part de ces dépenses qui n'aura plus lieu d'être. La mesure est également incitative, on tend encore trop à utiliser la voiture familiale pour les déplacements et l'application de cette gratuité vise à redonner l'envie de s'approprier le réseau de transport collectif. De plus, des enfants habitués tôt à utiliser bus et métros du-



► « Les adultes de moins de 26 ans vont rapidement voir le prix de leur abonnement diminuer. »

rant leur jeunesse garderont ces habitudes une fois devenus adultes.

Pour l'élue communiste « ces mesures vont dans le sens d'une politique sociale, solidaire et écologique ». Combinées au renforcement prévu de la

tarification solidaire et de la gratuité sociale et à la mise en service de la ligne B du métro, elles participeront à faire de Rennes une ville à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques du XXI^{ème} siècle en matière de mobilité.

Roazhon Mobility : Tous en selle

L'usage du vélo se développe de plus en plus au sein de notre métropole mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne une fois le guidon entre les mains. C'est pour améliorer l'accès de tous à une mobilité active et non polluante que s'est créée l'association Roazhon Mobility, sur fond de transition écologique.

La mission principale de Roazhon Mobility porte sur l'éducation au vélo pour tous. Chaque année, auprès de 500 écoliers et plus de 200 adultes, l'association dispense ses cours sur le vélo : Le conduire, le positionner sur la route, le réparer... à travers des sessions de formation à destination des entreprises

ou dans des écoles, l'association créée par Sébastien His et Thierry Rolland touche un public le plus large possible. « Il y a aujourd'hui un véritable engouement pour



« L'association propose des formations à toutes et tous. »

le vélo. Le déploiement des Vélos à Assistance Électrique (VAE) a donné un véritable coup de pouce à la pratique. Des personnes qui ne s'y sentaient pas prêtes ont pu se mettre au vélo de façon durable » détaille Thierry Rolland. La sortie du confinement a elle aussi eu son rôle à jouer : la crainte d'attraper le virus dans des transports en commun a poussé nombre de personnes à s'orienter vers le vélo.

L'autre argument de la

«Vélo école», comme elle se dénomme, est économique : « Il est plus facile de s'arrêter dans des commerces de proximité quand on est à vélo. Plutôt que de traîner dans les bouchons en direction des grandes surfaces commerciales, c'est plus simple de garer son vélo le temps de faire quelques achats. » Pour les amateurs, débutants ou confirmés, l'association est joignable par mail à Roazhon.mobility@gmail.com, ou par téléphone au 06 66 89 68 45. Des images des activités sont également disponibles sur le site : roazhonmobility.bzh.

TAM TAM : Le festival des bons plans

Organisées par le 4 Bis, Information Jeunesse, les traditionnelles journées TAM TAM auront lieu du 24 septembre au 9 octobre sur l'esplanade Charles de Gaulle. Moment privilégié d'accueil entièrement gratuit pour les jeunes rennaises et les jeunes rennais, il est l'occasion de découvrir ce qui se fait dans la ville, de s'engager auprès d'associations ou juste, d'y profiter de sa journée.

La nouvelle formule du festival se déroulera sur 8 jours et débutera par une ND4J (Nuit des 4 Jeudis, soirées gratuites à destination des jeunes) dès le jeudi 24 septembre au soir. Cette nouvelle édition des journées TAM TAM démarrera par une soirée concert, d'ordinaire réservée à la soirée de clôture. Au-delà de ces festivités, le festival est aussi un moment important pour l'accueil des jeunes rennais. C'est un lieu de débats, d'échanges et de découvertes. Nombre d'associations notamment impliquées dans l'Économie Sociale et Solidaire y tiendront leurs stands pour y présenter leurs activités, y proposer du bénévolat ou simplement y transmettre des informations sur la ville. Les thématiques proposées du



« Cette année des masques seront distribués dans les "Sacs à Trucs". »

rant ces journées sont les suivantes : «Je m'installe à Rennes métropole», «loisirs et culture», «projection des projets lauréats des bourses FRIJ au cinéma Gaumont», «jobs et droit du travail», «initiatives et engagements» et «vie quotidienne».

Comme chaque année, les nouveaux arrivants de moins de 26 ans se ver-

ront proposer le fameux «Sac à Trucs», dans lequel se trouveront outre des masques lavables des informations et guides sur la ville, des bons plans, des cartes use it et des réductions ou entrées gratuites à des événements. Des dépistages du virus seront également mis en place durant les journées des 30 septembre et 2 octobre.

Bien-être animal : Lutter contre l'abandon

Chaque année ce sont près de 100 000 chiens et chats qui sont abandonnés par leurs propriétaires et ce nombre connaît un pic durant la période estivale. À elle seule la Société Protectrice des Animaux (SPA) en recueille près de 42 000 par an. La période de confinement n'a pas facilité les choses cette année, rendant impossible l'adoption des animaux abandonnés.

La lutte contre l'abandon d'animaux, considérée par la loi comme un acte de maltraitance, est une stratégie pleine et entière à adopter pour améliorer le bien-être animal. De plus



« Chaque année ce sont près de 100 000 chiens et chats qui sont abandonnés. »

en plus de municipalités, dont Rennes, se sont ainsi dotées de délégations spécifiques à la condition animale et de nombreuses associations rennaises au-delà de la SPA travaillent toute l'année pour proposer

à l'adoption les animaux trouvés et abandonnés. C'est notamment le cas des associations CHATpateau (lechatpateau@hotmail.com) et Moustaches & CIE (<https://moustaches-et-cie.org>).

Soutenez « Piment Rouge »

Un numéro de « Piment Rouge » coûte environ 8000 €.

Nous ne bénéficions pas d'aides et nous n'avons aucune recette publicitaire.

Votre aide nous est précieuse.

Pour pouvoir continuer d'exister, « Piment Rouge » a besoin de votre soutien !

Vous pouvez libeller votre chèque à l'ordre de « Association des élus communistes rennais » et l'envoyer à l'adresse suivante : Maison des associations, 6 cours des Alliés, 35000 Rennes.

Nom /prénom :

Adresse :

Adresse électronique :

Pour tout chèque de 20 € ou plus, un superbe tablier sommelier à l'effigie du journal vous sera envoyé



Liban - Un mois après, entre deuil et colère

C'est dans un pays plongé dans une crise économique et politique sans précédent qu'ont eu lieu les deux terribles explosions qui ont fait près de 200 morts et des milliers de blessés à Beyrouth. La solidarité internationale s'organise, la Ville de Rennes et Rennes métropole ont toutes les deux décidé de subventions d'un montant de 10 000 € à l'association Cités Unies France pour abonder le « Fonds de solidarité Liban ». Un mois après ces événements la rédaction de Piment Rouge a sollicité Ali Mourad, professeur de droit à l'université de Beyrouth, Rawad El Zir, Head of Humanitarian Financing Unit au sein du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) de l'ONU, et Tony Zainé, artiste franco libanais vivant à Rennes. Ils nous livrent leurs analyses.

Ali Mourad - Les revendications sont claires : Changer le système

Pour Ali Mourad, membre de la Commune du 17/10, deux dates clés expliquent la crise politique qui secoue le Liban. « La première date est celle du 17 octobre dernier : Des soulèvements éclatent après l'imposition d'une taxe sur WhatsApp », très utilisé au Liban. « Par un phénomène de boules de neige, on était sûr qu'on se dirigeait vers un effondrement du système. » Les choses se calment suite à la diffusion du virus et le début du confinement, mais les explosions du 4 août réaffirment l'exigence du renversement du système. « La mobilisation du 8 août était énorme, il est clair que les gens veulent changer de système. Pour autant, le défi majeur que les Libanaises et les Libanais doivent af-



fronter, c'est le blocage politique, institutionnel et social du pays. »

LES CHOSES DOIVENT CHANGER

Le blocage que décrit Ali Mourad est double : « Les partis confessionnels

au pouvoir règnent depuis une trentaine d'années et ne sont plus capables de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les gens. De l'autre côté, le mouvement social n'est pas non plus capable d'accéder au pouvoir et d'obtenir le changement qu'il ré-

clame. » Un pouvoir qui ne peut pas écraser la mobilisation, et une mobilisation qui n'a pas de perspectives à court et moyen termes. « Pourtant les défis à affronter sont eux toujours bien présents. »

Il l'assure, les venues d'Emmanuel Macron au Liban n'ont pas été bien accueillies par les manifestants. « Macron vient dire qu'il soutient les Libanais mais en fin de compte il rentre dans le jeu politique local et compose, ou impose un gouvernement d'union nationale où des partis déjà présents sont de nouveaux représentés, » loin des revendications populaires. « Les choses doivent changer au Liban, et ça ne se fera pas en redorant ou en recyclant cette classe politique. »

Rawad El Zir - Nous étions sur le terrain dès le 1^{er} jour



Rawad El Zir présente le plan d'action de l'OCHA en deux temps : « D'abord une première phase de réponse étalée sur 3 mois, en identifiant les besoins par secteurs. On considère que 300 000 personnes nécessitent de l'aide, pour un montant total de 340 millions de dollars. Il est malgré tout difficile de les identifier, le pays n'ayant pas connu de recensement formel depuis 1932. » À l'heure actuelle, l'appel à la solidarité internationale a permis de lever 60 millions de dollars. La seconde phase de Recovering s'attellera ensuite à la reconstruction de Beyrouth à proprement parler.

Pour l'heure, il n'y a plus personne dans les rues. Les sinistrés ont pu bénéficier de logements de fortune ou faire appel à leurs réseaux communautaires.

Rawad El Zir pointe un autre problème majeur : « les habitants n'ont plus accès à leurs économies. Même s'ils ont de l'argent sur leurs comptes en banques ils ne peuvent pas le retirer. » L'entraide prend ainsi le relais et la distribution de Foodbox

(boîtes d'aliments) confectionnées par les habitants a revu le jour, « un héritage de la guerre de 2006 ».

APPUYER LES REVENDICATIONS POPULAIRES

L'une des conséquences directes est la vague d'émigration qui a suivi, « beaucoup sont partis vers le Canada ou vers la Turquie voire Chypre où il est facile d'ouvrir un compte bancaire. Les jeunes diplômés pourraient rester travailler au Liban, mais le traumatisme des explosions est trop fort. Ce n'est pas la guerre qui a tué leurs proches, mais la mauvaise gestion des autorités. »

Au sujet des appels à la solidarité avec le Liban en France, « les initiatives font toujours chaud au cœur. Pourtant, ça n'est pas d'argent dont ont besoin les Libanaises et les Libanais. Ce dont ils ont besoin c'est que vous fassiez pression sur votre Président pour qu'il change sa politique internationale et qu'il appuie les revendications populaires. »

Tony Zainé L'explosion a fait perdre tout sentiment de sécurité

Tony Zainé, de son nom de scène Farkad, a suivi depuis Rennes les événements qui ont secoué le Liban. « Depuis plusieurs années, le pays est laissé à l'abandon. Ça fait un an que le gouvernement est instable, que c'est un gouvernement de fortune, bancal. Pourtant la crise est toujours en cours et les politiciens continuent de se renvoyer la balle. » À la vue des habitants qui multiplient les initiatives de solidarité, il s'interroge : « où sont les pouvoirs publics ? Le confinement a duré 3 mois et cette explosion a fait perdre tout sentiment de sécurité aux habitants. »

Suite aux explosions le gouvernement a démissionné mais l'artiste remarque qu'entre l'ancien Premier ministre H. Diab et le nouveau M. Abid, « à part l'anagramme du nom il n'y a rien qui change. Il a été adoubé

par la classe politique mais n'a pas été validé par la population. »

AUJOURD'HUI LES JEUNES ONT LA RAGE

Le Liban est bien présent dans les textes de Tony Zainé. Dans son premier album, sa chanson Retour aux Racines rappelle que « là-bas, les valeurs sont fortes. Je voulais insister sur ce qui est important, la famille, la nature, les cultures. Dans le second album et avec la chanson Retour aux Sources, je reviens sur ce qui s'est produit avant ma naissance, comme si je l'avais vécu. Aujourd'hui les jeunes ont la rage et c'est lié à l'histoire du Liban. » Quant à une éventuelle chanson sur l'actualité récente, « entre le virus, les explosions et les manifestations, c'est possible oui. »



Crédit photo : Yannu Driever

Il ne voit malheureusement pas de porte de sortie positive aux événements, « j'ai envie d'être optimiste mais je n'y arrive pas. De mes proches, partout dans le monde, je vois beaucoup

de plaintes et de doléances. » Toutefois, il tient à saluer et relayer l'initiative « Solidarité Liban » de l'Avenir Social, en solidarité avec l'organisation syndicale Fenasol.

Édition : **Association des élus communistes rennais**
Siège social : **Maison des Associations**
6, cours des Alliés - 35000 RENNES
Email : eluscommunistesrennais@orange.fr
Site : www.eluscommunistesrennais.org
Directeur de publication : **Yannick Nadesan**
Impression : **IMPRAM Cavan**
N°ISSN : 2119-3088

André Métayer - « Depuis 25 ans nous témoignons »

« Je ne suis pas un partisan du culte de la personnalité ». Les choses sont dites, André Métayer, Président des Amitiés kurdes de Bretagne qu'il a fondées n'est pas là pour parler de lui mais pour raconter son engagement pour la dignité d'un peuple entier : Le peuple Kurde. Un peuple sans État, oublié, pour lequel lui et tant d'autres n'ont eu de cesse de se mobiliser. Nous l'avons rencontré à l'occasion de la sortie du livre « Vingt-cinq années aux côtés du peuple Kurde ». Portrait.

Une vingtaine de lignes rédigées sur une fiche récapitulative fera office de CV, retraçant dans les grandes lignes le parcours de celui qui incarne la voix du peuple Kurde en Bretagne. Un parcours dont les débuts sont assez classiques pour celles et ceux de sa génération : « coffreur-ferrailleur » syndiqué au sortir de la guerre d'Algérie, puis animateur dans l'éducation populaire suite à un accident de travail. Rapidement André Métayer devient directeur de MJC puis délégué régional à la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture pour la Bretagne et les Pays de la Loire. À sa retraite son parcours prend une dimension internationale : Il est recruté par la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU), avec laquelle il organise séminaires, partenariats et jumelages.

C'est notamment à ce titre qu'il fait adhérer une quarantaine de villes à cette même fédération. Dans le même temps, il crée la « Délégation rennaise Kurdistan », l'ancêtre de ce qui deviendra les Amitiés kurdes de Bretagne (AKB).

Voici pour son parcours privé. Même s'il l'évoque sans rechigner, ça n'est pas le sujet.

Il le jure, et on le croit, au départ il ne voulait créer qu'un collectif de citoyens sensibles à la question kurde, « pour ne pas me retrouver empêtré dans des procédures administratives ». Il faut croire que le naturel revient au galop : Il accepte de déposer les statuts d'une petite association pour permettre la diffusion du film « Je reviens d'un pays qui n'existe pas, mais les Kurdes existent je les ai rencontrés » qui sera diffusé au festival de Douarnenez. Les débuts d'une aventure qui dure depuis 25 ans et qui est narrée dans le livre via une série de portraits d'acteurs et de témoins de la cause kurde. Des histoires de vie qui s'entremêlent et dans lesquelles on pioche parfois au hasard. Une chronologie d'une dizaine de pages est insérée à la fin du livre pour aider le lecteur à s'y retrouver.

LES KURDES ONT-ILS LE CHOIX ?

« Je voulais éviter les "Moi Je". C'est l'histoire du peuple kurde que nous devons raconter et pas la nôtre. Ces portraits, ce sont les gens que nous avons rencontrés depuis 25 ans, ils parlent avec leurs mots de ce que nous avons

faits. » Pourquoi sortir le livre maintenant ? Pour la date anniversaire des 25 ans des AKB d'abord, et « pour ne pas oublier les choses que nous avons faites. Le syndrome des vieux peut-être » ajoute-t-il en rigolant. « Ce livre est écrit pour les 150 qui ont fait l'histoire et pour intéresser les autres. Ce sont des portraits de personnes que certains ont pu côtoyer dans d'autres contextes, et qui pour beaucoup ont fini en prison, en exil, dans la résistance armée ou qui n'ont pas survécu. »

André Métayer est pacifiste, revendiqué. Face aux violations des droits de l'homme commises par le régime turc d'Erdoğan sa question résonne pourtant comme une sentence : « Les Kurdes ont-ils le choix ? Si vous étiez Kurdes, vous seriez soit en prison, soit en exil, soit dans la résistance armée, soit mort. » Et c'est bien le cœur du sujet : « Comment soutenir le peuple kurde ? Que fait-on pour la Paix ? »

La Ville de Rennes fait figure d'exception en France dans son engagement auprès de la cause kurde. Ce rapprochement existe depuis 1977 avec l'élection de l'union de la gauche à la mairie. Sollicitée par le nouveau maire kurde de Diyarbakir Medhi Zana, la municipalité se mobilise une première fois en envoyant des bus là-bas, avec laquelle Rennes est toujours jumelée. « L'action de 1977 n'est pas tombée dans les oubliettes » pour reprendre les termes d'André Mé-

tayer et la coopération entre les deux municipalités continue depuis. Un enga-

gement qui n'est évidemment pas sans lien avec l'existence des Amitiés kurdes de Bretagne : « Nous avons beaucoup travaillé à ce que les Rennaises et les Rennais connaissent le mot Kurdistan. » L'étiquette d'organisation terroriste collée sur le dos du PKK ne facilite pourtant pas ce travail.

NOUS LES AVONS AIMÉS, DÉFENDUS AVEC NOS ARMES

Un changement s'est produit avec la médiatisation de la résistance kurde de Kobanê face à l'État islamique. « Pendant un temps, les Kurdes syriens ont été bien représentés dans les médias. Ils ont eu bonne presse même s'ils ont totalement été laissés tomber après. » Sans caricature, André Métayer décrit les rapports qu'entretiennent les gouvernements français successifs avec le régime d'Erdoğan : « La politique française est capable de défendre certaines valeurs mais ne va jamais jusqu'au bout pour peu que ça aille à l'encontre d'intérêts économiques ou géopolitiques, même si on parle de violations des droits de l'homme. Erdoğan les embête, mais ils ont encore besoin de lui. »

« Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde » est l'histoire d'un peuple racontée à travers celles et ceux qui se sont battus pour lui. Maquetté par Audrey Martin, il est édité à 400 exemplaires mais André Mé-



Crédit photo : André Métayer



Crédit photo : AKB

► « La délégation d'AKB, présente à Diyarbakir en avril 2013. »

tayer assure que ce nombre pourra augmenter si nécessaire. Ses mots, inscrits sur le marque-page donnent le ton : « Nous les avons aimés,

défendus avec nos armes : l'écriture, la parole, la photo, le film, la manifestation, l'amitié, la solidarité. » Ces mots, nous aussi les faisons nôtres.

Le livre est disponible via le bon de commande ci-dessous. Il est aussi possible de se le procurer en contactant Elsa Koerner à l'adresse suivante : elsa-km@live.fr

BON DE COMMANDE	
(Livre disponible dès septembre 2020)	
Nom :	
Adresse de livraison :	
Code postal :	Ville :
E-mail :	
Nombre de livres souhaité : x 15€ = €
Participation aux frais d'envoi à prix libre : (offerts à partir de 10 exemplaires) € Total à régler €
Règlement par :	
<input type="checkbox"/> Chèque, à l'ordre des « Amitiés kurdes de Bretagne »	
<input type="checkbox"/> Virement bancaire : RIB : 15589 35177 03166782040 36	
Bon de commande à nous retourner : Par mail : akbdrk@orange.fr	
Par voie postale : Amitiés kurdes Bretagne, 30 square de Lettonie, 35200 RENNES	



Crédit photo : AKB

► « Grévistes de la faim sur les marches de l'Opéra de Rennes en 2009. »



Crédit photo : André Métayer